

RAPPORT ANNUEL 2018



SOMMAIRE

Association FSD France	1
Rapport moral du président	3
République du Tchad	6
Philippines	9
République centrafricaine	12
Rapport de performance	15
Rapport financier	16

Association FSD France
33 Allée du Joran
74160 Feigères, France

Phone: +33 4 50 35 15 43
Email: info@fsdfrance.fr
Web: www.fsdfrance.fr

L'association FSD France travaille pour améliorer la sécurité humaine dans des situations précaires marquées par la violence et l'instabilité. Ses activités principales sont la lutte contre les mines antipersonnel et les munitions non-explosées ainsi que la dépollution de sites contaminés.

L'organisation est apolitique et sans but lucratif. Créée en 2008, elle a un statut d'association humanitaire régi par la loi du 1er juillet 1901 et est reconnue comme œuvre d'intérêt général. Les dons à l'association sont donc déductibles de l'impôt sur le revenu.

FSD France a été fondée par des professionnels du déminage et de l'action humanitaire. Son ambition originelle est intacte : apporter de l'aide concrète sur le terrain, là où la population civile est menacée par l'insécurité, l'instabilité et la guerre.

Au siège d'Archamps (Haute-Savoie), le fonctionnement de l'organisation est assuré par des bénévoles. Sur le terrain, ce sont des professionnels hautement qualifiés qui mettent en œuvre les projets de l'association. Leur première tâche est de recruter et former des spécialistes locaux. Ils supervisent ensuite les travaux pendant toute la durée des contrats avec les bailleurs de fonds. De par leur nature, les activités menées par les experts expatriés et le personnel national ne sont pas sans risques.

L'association FSD France a un accord de coopération avec l'organisation non-gouvernementale FSD basée à Genève (Suisse). Pour ses activités de déminage humanitaire, FSD France utilise les modes opératoires normalisés de celle-ci. Les opérations sur le terrain sont souvent mises en œuvre conjointement par les deux organisations. FSD France porte cependant seule la responsabilité du reporting envers ses donateurs.

BABALA!!!

Ang UXO o bombang di sumabog ay mapanganib.
Maaaring sumabog at nakamamatay



Huwag sundutin o tusukin ang UXO,
ito'y sasabog!



Huwag batuhin ng anumang bagay ang UXO,
ito'y sasabog!



Huwag sunugin ang UXO,
ito'y sasabog!



Huwag hawakan ang UXO,
ito'y sasabog!

**Kapag nakakita kayo ng UXO o bombang
di sumabog, magsumbong sa nakatatanda.**

RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT

Chers membres, chères membres,

Ces dernières années, l'association FSD France a mis en oeuvre les contrats suivants :

PAYS	Durée	Contrat	EURO
CAR	06.12.18 - 05.12.21	Renforcement des capacités de gestion administrative et logistique des Forces armées centrafricaines en soutien à la mise en œuvre du concept d'«Armée de garnison».	3'250'000
	29.10.18 - 28.04.20	Soutenir à Bouar, dans le nord-ouest du pays, la mise en œuvre du concept d'«Armée de garnison».	3'500'000
	16.01.17 - 15.07.18	Appui au ministère de la défense centrafricaine dans sa capacité d'organisation et d'administration en vue de permettre le contrôle civil sur le secteur de la défense.	3'200'000
	15.06.15 - 15.12.16		1'498'450
PHILIPPINES	01.08.18 - 31.07.20	Action antimines. Appui visant à renforcer la paix et la stabilité à Mindanao.	1'500'000
	01.05.17 - 31.07.18		1'000'000
	01.09.15 - 28.02.17		1'350'000
	01.01.14 - 31.08.15		875'000
	01.11.12 - 31.12.13		552'098
LIBAN	01.09.10 - 31.05.12	Déménagement de sous-munitions au sud du Liban.	989'539
	15.02.08 - 31.12.08		650'000
ANGOLA	18.01.11 - 31.10.16	Expertise IMSMA pour le système de gestion des données liées à la lutte contre les mines en Angola.	550'000
TCHAD	11.09.17 - 10.09.21	Appui au déminage, au développement et à la protection sociale des personnes vulnérables.	3'154'147

Pendant l'année 2018, FSD France a continué la mise en œuvre de trois projets financés par la Communauté européenne :

Au **Tchad**, le renforcement de l'autorité gouvernementale de lutte contre les mines (HCND) par l'équipe de FSD France a pu enregistrer des progrès importants. Six collaborateurs ont été formés à la gestion de la base de données nationale, notamment à l'enregistrement de nouvelles indications sur des zones suspectes. Ils ont également appris à élaborer des cartes géographiques très précises, indispensables au travail des équipes de déminage sur le terrain. Le personnel de FSD France a aussi formé douze employés du HCND à gérer de manière professionnelle les tâches logistiques et de gestion financière de cette entité gouvernementale. En outre, dans le département des opérations, FSD France a formé 13 employés aux nouvelles procédures opérationnelles et 17 à l'assistance aux victimes et à la sensibilisation aux dangers des mines et munitions non-explosées. Ces activités de formation et d'encadrement se poursuivront jusqu'en septembre 2021.

Au sud des **Philippines**, à Mindanao, le personnel national et international de FSD France a continué d'appuyer le processus de paix en formant des équipes conjointes pour la paix et la sécurité. Celles-ci sont composées de membres des Forces armées des Philippines et du Front Moro islamique de libération (FMIL). Ces équipes seront responsable du maintien de la paix et de l'ordre pendant la phase de désarmement prévue par l'accord de paix. En 2018, le réseau d'éducation au danger des restes explosifs de guerre de FSD France a sensibilisé près de 60'000 civils, principalement dans la région autonome musulmane de Mindanao, à l'ouest de l'île. Par le biais d'un mécanisme connu sous le nom de « Joint Task Force », les équipes de FSD France ont également servi de pont entre les zones contrôlées respectivement par le FMIL et les forces armées gouvernementales, qui demeurent responsables de la neutralisation des explosifs et munitions.

FSD France est aussi implantée à Bangui, en **République centrafricaine**, depuis de nombreuses années. Ce pays a subi une décennie de guerre civile. L'armée a presque cessé d'exister ; elle a même perdu le contrôle administratif de ses membres. Dans ce contexte chaotique, FSD France apporte son soutien au ministère de la défense afin que le contrôle civil sur l'armée soit rétabli. Concrètement, l'organisation travaille à améliorer la gestion des ressources humaines, les conditions générales de travail et la sécurité des sites de l'armée. Les activités menées par FSD France dans ce pays sortent du cadre ordinaire de l'association mais sont grandement utiles pour la population civile. Pour assurer la sécurité de celle-ci, il est essentiel que l'État conserve un minimum de prérogatives sécuritaires, et notamment une armée nationale. Il est toutefois évident que FSD France, en tant qu'organisation humanitaire, ne contribue qu'au renforcement des aspects civils (gestion, administration, infrastructure) du ministère de la défense et non de ses capacités opérationnelles. Le contrat a commencé en 2018 et se poursuivra jusqu'en 2020.

Je remercie vivement tous les collaborateurs de FSD France dans ces trois contextes pour leur engagement et leur professionnalisme. Sans eux, il ne nous serait pas possible de mener à bien des projets de cette importance dans des contextes aussi complexes et exigeants.

Hansjörg Eberle
Président
Mai 2019



Le Tchad est fortement contaminé par les mines antipersonnel et antichars, ainsi que par les munitions non explosées héritées de la guerre de 1973 contre la Libye et de 30 ans de conflit interne. Cette situation entrave non seulement le développement socio-économique des régions touchées, qui comptent parmi les plus pauvres du pays, mais menace également les populations locales dans leur vie quotidienne. En 2017, les restes explosifs de guerre ont tué 33 personnes et en ont blessé 113 autres. La FSD s'est vu confier la tâche de renforcer les capacités de l'autorité tchadienne de lutte contre les mines à faire face à ce fléau.

Tout au long de l'année 2018, la FSD a continué à soutenir l'autorité nationale de lutte contre les mines (le Haut commissariat national de déminage, HCND) dans le cadre d'un projet de consortium financé par l'Union européenne et intitulé PRODECO, qui a débuté en 2017. Ce projet vise à mener des opérations de lutte contre les mines et de renforcement des capacités, ainsi que des activités socio-économiques dans les régions de Borkou, d'Ennedi, de Tibesti et du Lac. En plus de la FSD, trois entités font

partie de ce consortium : Mines Advisory Group (MAG), Humanity & Inclusion (HI) et l'organisation non gouvernementale locale SE-CADEV. Les deux premières conduisent des activités de déminage et de sensibilisation aux dangers des mines ainsi que des activités socioéconomiques et de développement, tandis que la dernière effectue des opérations d'assistance aux victimes. La FSD est spécifiquement chargée d'appuyer le HCND en mettant l'accent sur le développement de la base de données sur les zones contaminées ainsi que sur la logistique, l'administration, le support technique et l'assurance qualité.

En 2018, les opérations sur le terrain du projet PRODECO ont accumulé un retard considérable. HI n'a pu déployer ses équipes à Borkou qu'à la fin de l'été et le déminage a débuté en octobre. MAG a déployé ses équipes dans le Tibesti en août, mais les opérations sur le terrain n'ont jamais commencé pour des raisons de sécurité. En novembre, MAG a dû battre en retraite et a effectué, à la place, des opérations de déminage dans la région du Lac pendant les deux derniers mois de l'année.



La FSD a été en mesure d'exécuter son propre plan d'action avec moins de déboires. Malgré l'arrivée tardive de l'accréditation officielle du gouvernement tchadien, obtenue en novembre 2018 après une année de procédure, l'organisation a pu mener à bien toute une série d'activités pendant l'année. Elle a formé six employés du HCND à l'utilisation de la base de données de zones soupçonnées dangereuses. Cette formation se composait notamment d'un cours d'appoint sur la saisie des données et de modules portant sur les systèmes d'information géographique. Parallèlement, elle a travaillé à la mise à jour de tous les formulaires de la base de données du HCND, à la révision du flux de gestion de l'information et au nettoyage des données saisies dans le passé. La plupart des documents écrits et des dossiers antérieurs portant sur les zones contaminées ayant été perdus, il y a actuellement dans la base de données une soixantaine de zones dont l'état de contamination est incertain et pour lesquelles des missions spécifiques de suivi d'enquêtes non techniques sont désormais nécessaires.

En ce qui concerne les services logistiques et administratifs du HCND, la FSD a formé et encadré 12 membres du personnel, avec l'objectif d'améliorer la précision des procédures et de permettre aux services et aux structures d'interagir correctement avec toutes les parties prenantes de la lutte contre les mines et tous les autres

services gouvernementaux. Plus précisément, les efforts se sont concentrés sur l'introduction d'un modèle opérationnel générique et l'élaboration de procédures spécifiques pour assurer l'efficacité au sein du HCND.

La FSD a par ailleurs encadré 13 employés appartenant au service des opérations et à la direction dans le travail d'assurance qualité du HCND. Celui-ci a reçu un appui pour l'examen et la mise à jour des procédures opérationnelles permanentes en matière de lutte contre les mines. La FSD a également guidé le HCND dans l'exécution de ses engagements internationaux découlant de l'article 5 du traité d'Ottawa (demande de prolongation du délai pour achever la destruction des mines antipersonnel).

Enfin, la FSD a commencé à renforcer les capacités du personnel du HCND en ce qui concerne les aspects socio-économiques des opérations de lutte contre les mines au Tchad, principalement en présentant ledit personnel aux différents acteurs humanitaires. Des sessions de formation ont été dispensées à 17 membres du personnel travaillant sur l'assistance aux victimes et la sensibilisation aux dangers des mines au HCND, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et le Fonds des Nations Unies pour la population.

Les activités de la FSD dans le cadre du projet PRODECO se poursuivront jusqu'en septembre 2021.

Les Philippines ont subi des décennies de combats entre divers groupes rebelles et le gouvernement, principalement dans l'île méridionale de Mindanao. La présence de la FSD dans le pays remonte à 2005, lorsque l'organisation a commencé à prêter une assistance technique au processus de paix entre le gouvernement philippin et le Front de libération islamique Moro. Au cours des sept dernières années, l'organisation a assuré la formation d'une nouvelle force regroupant ces deux entités. Elle a également mené des activités de lutte contre les mines : sensibilisation aux dangers des mines, surveillance des zones contaminées par des munitions non explosées et aide à la coordination du déminage.

En 2018, la FSD a continué d'appuyer le processus de paix en formant des équipes conjointes pour la paix et la sécurité (JPST), composées de membres des Forces armées des Philippines et du Front de libération islamique Moro (MILF). Ceux-ci ont suivi une série d'«ateliers de formation de formateurs»: dix instructeurs JPST - deux du gouvernement et huit du MILF - ont appris à concevoir et

planifier des programmes et des supports de formation pour cette nouvelle entité, qui sera responsable de la paix et de l'ordre pendant la phase de désarmement de l'Accord de paix de Mindanao.

Au cours de l'année, le réseau de sensibilisation aux dangers des mines de la FSD a organisé 581 sessions, touchant près de 60'000 personnes. Ce travail a été effectué par des volontaires de la communauté spécialement formés à cet effet. La grande majorité des bénéficiaires se trouvaient dans la région autonome du Mindanao musulman, à l'ouest de l'île. Des présentations ont été organisées dans des municipalités touchées par le conflit, telles que Lanao del Sur et Maguindanao, ainsi que dans les îles de Basilan, Sulu et Tawi-Tawi. Des sessions ont également eu lieu au nord-est de Mindanao, à Surigao del Sur. À la fin de l'année, la FSD a envoyé une mission exploratoire dans le Val de Compostelle, au nord de la ville de Davao, à l'est de l'île, pour étudier la possibilité d'étendre son travail d'enquêtes non techniques et de sensibilisation aux dangers des mines à cette région.



Le processus de paix en cours n'implique malheureusement que le MILF, et non tous les acteurs armés de l'île de Mindanao. Des activités insurgées ont donc continué à propager l'insécurité dans la région ces dernières années, notamment dans le cadre du conflit qui a éclaté dans une zone située au sud-est de la ville de Cotabato (connue sous le nom de «boîte SPMS») qui implique les Combattants islamiques pour la liberté de Bangsamoro, et de la rébellion du groupe Maute, lié à l'État islamique, à Marawi. Ces conflits ont grondé tout au long de l'année 2018. Seule une poignée d'ONG ont poursuivi leurs activités dans ces conditions, parmi lesquelles la FSD, dont les volontaires ont continué à travailler dans la région malgré les restrictions de sécurité.

Par le biais d'un mécanisme connu sous le nom de «Joint Task Force», la FSD a également servi de pont entre les zones contrôlées par le MILF et les forces armées gouvernementales, qui demeurent responsables de la neutralisation des explosifs et munitions. Ce travail s'est poursuivi en 2018 malgré les restrictions

d'accès dans certaines localités, comme à Marawi. La FSD a par exemple assuré la liaison avec l'armée et la police philippines pour demander l'enlèvement de restes explosifs de guerre sur l'île occidentale de Basilan.

La FSD reste déterminée à contribuer à la création d'un centre local de lutte contre les mines. Celui-ci doit néanmoins attendre l'adoption de la «loi organique de Bangsamoro» et la création de la nouvelle autorité régionale, l'Autorité de transition de Bangsamoro, lesquelles n'avaient pas encore eu lieu à la fin 2018. En attendant, la FSD continue de fonctionner en tant que centre de lutte contre les mines de facto.

Toutes les opérations à Mindanao sont financées par l'Union européenne au titre de son instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP). La lutte contre les mines a en effet été un moyen utile et politiquement neutre d'instaurer la confiance entre les parties au processus de paix.

Meurtrie par des décennies de violence et de troubles politiques, la République centrafricaine est retombée dans la guerre civile au début de l'année 2013. La FSD a alors lancé un petit projet de sensibilisation aux dangers des mines afin de prévenir les accidents liés aux munitions non explosées. Depuis, et tout au long de différentes phases de stabilisation du pays, elle s'est engagée dans diverses activités humanitaires et de développement : récupération de restes humains, appui à la réforme du secteur de sécurité, réduction de la violence armée et construction d'infrastructures techniques.

En 2018, la FSD a mis en œuvre trois projets en République centrafricaine : l'un visait à soutenir le ministère de la Défense (MINDEF) et ses capacités administratives et logistiques, le deuxième portait sur la réduction de la violence armée et le dernier consistait à assurer, en tant qu'agent neutre, un contrôle visant à sécuriser le périmètre de l'aéroport international M'Poko.

Le projet de soutien au MINDEF, qui a démarré en 2015 et en était à sa deuxième phase en 2018, contribue à la réforme du secteur de sécurité dans le pays. Il vise à garantir que les forces armées centrafricaines puissent s'acquitter efficacement de leurs fonctions à long terme. En 2018, il s'agissait notamment de soutenir et de renforcer les capacités du MINDEF et de le doter de locaux équipés et fonctionnels et d'outils de travail modernes et performants.

Concrètement, la FSD a travaillé au développement du système de ressources humaines du MINDEF par le biais de logiciels dédiés. Elle a également œuvré au renforcement de la gestion des ressources financières et matérielles, tandis que le personnel du MINDEF a été formé aux outils informatiques. Par ailleurs, la FSD a contribué à l'amélioration des conditions générales de travail et de la sécurité des sites de l'armée grâce à diverses opérations, dont la rénovation de cinq bâtiments du siège et d'une route

d'accès au MINDEF, qui ont été menées en étroite coopération avec le ministère et en collaboration avec la mission de formation de l'Union européenne. Ce projet spécifique s'est achevé en septembre 2018.

Les activités de réduction de la violence armée de la FSD ont été conduites depuis la sous-préfecture de Bocaranga, dans le nord-ouest du pays. L'objectif était d'améliorer la protection des populations touchées par la violence tout en contribuant à une meilleure analyse des besoins humanitaires dans la région. Pour ce faire, la FSD est intervenue dans 14 villages et, pour chacun d'entre eux, a identifié des personnes d'influence: 60 femmes et hommes ont donc bénéficié, avec l'appui du Réseau des médiateurs d'Afrique centrale, d'une formation de cinq jours portant sur la médiation. Les nouveaux médiateurs peuvent désormais aider à prévenir et à résoudre les conflits ou les problèmes de violence qui surviennent dans leur communauté. Ils ont également bénéficié d'une formation sur les risques posés par les restes explosifs de guerre afin de pouvoir sensibiliser les habitants de leurs villages respectifs en cas de reprise du conflit armé. Dans le même domaine, la FSD a organisé 165 sessions de sensibilisation à la

réduction de la violence armée et 220 conférences de sensibilisation aux restes explosifs de guerre. Les effets de ces activités semblent positifs : 170 incidents impliquant des violences armées et non armées ont été enregistrés en février contre 53 en octobre, lorsque le projet a pris fin.

Le troisième projet de la FSD en République centrafricaine s'est déroulé dans le cadre de la sécurisation de l'aéroport international de Bangui M'Poko par le ministère des Transports. Près de 4'000 personnes utilisaient le site de l'aéroport pour des cultures vivrières, des cultures maraîchères, la fabrication de briques ou d'autres petites activités et ont dû être expulsées. Elles ont bénéficié d'une indemnisation, d'une formation et d'une aide à la réinstallation de l'Agence française de développement par l'intermédiaire de l'Agence pour l'exécution des travaux d'intérêt public en République centrafricaine. Le rôle de la FSD en tant qu'ONG témoin était de veiller à ce que les droits des personnes concernées soient respectés et que les informations leur parviennent à temps. Le donateur a également été informé des problèmes susceptibles d'avoir une incidence négative sur les personnes concernées ou de provoquer des violences dans cette région.

FSD France compte à ce jour des membres actifs - ou adhérents - provenant d'une dizaine de pays, qui se réunissent tous les ans lors d'une assemblée générale qui prend la forme d'un forum internet. Le Bureau se réunit quant à lui deux fois par an pour évaluer et décider des défis de réalisation et de développement des projets opérationnels.

Le Bureau est composé des personnes suivantes :

Hansjoerg Eberle, président, 2008 - 2021

Benedikt Truniger, vice-président, 2008 - 2021

Friedrich Meyer, membre, 2016 - 2022

En 2018, au niveau de la performance opérationnelle, FSD France a :

- atteint 60'000 bénéficiaires au travers de 581 formations de sensibilisation aux risques des mines ;
- réhabilité cinq bâtiments et une route d'accès ;
- formé 50 collaborateurs d'une autorité nationale dans les tâches opérationnelles et dans la gestion administrative, logistique et informatique ;
- mis en exploitation un centre de formation professionnelle.

Enfin, toujours en 2018, FSD France a passé un audit de surveillance de sa certification ISO 9001:2015, qui couvre les programmes d'action antimines et la gestion globale des projets, ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés. Aucune réserve ni commentaire significatif n'ont été formulés dans le rapport d'audit.

BILAN au 31.12.2018

MONTANTS EN EURO	2017	2018
Actif circulant et ressources reportés	1'285'686	4'769'415
Fonds propres	160'595	241'833
Dettes	1'125'091	4'527'582

COMPTE DE RÉSULTAT au 31.12.2018

MONTANTS EN EURO	2017	2018
Produits d'exploitation	2'771'520	3'216'387
Produits financiers	187'043	221'809
Charges d'exploitation	2'902'344	3'346'430
Charges financières	16'017	10'528
Résultat d'exploitation	40'202	81'239

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément au règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999 :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Méthodes d'évaluation et de présentation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

L'entreprise comptabilise en charges les matériels, outillages et matériels de bureau dont la valeur unitaire hors taxes est inférieure à 500 Euros.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changements de méthodes

Aucun changement significatif dans les méthodes de présentation et d'évaluation des comptes n'est survenu au cours de l'exercice.

